

À Calais, la frontière tue. Contre l'oubli et l'impunité, nommer et compter les victimes

Jeudi 19 novembre, près de Calais, un homme est mort.

« *Coquelles : un migrant décède à l'hôpital après avoir été percuté sur l'autoroute A16* » a titré La Voix du Nord dans un article classé dans les « Faits divers » [1]. « *L'accident s'est produit peu après 16h30 au niveau de l'échangeur 42 sur l'autoroute A16* » a précisé France 3 Hauts-de-France [2].

Fatalité. Un « *migrant* » qui « *décède après avoir été percuté sur l'autoroute A16* », c'est forcément un « *accident* » à ranger dans les « *faits divers* ».

Pourtant, à Calais et dans la région, des « *migrants qui décèdent* », il y en a eu des dizaines, des centaines même. Des hommes, des femmes, des enfants et même parfois des nourrissons. Avec un nom, une identité, une histoire. Depuis 1999, ce sont au moins 297 personnes en exil qui sont mortes dans cette zone transfrontalière.

Mortes en tentant de franchir la frontière qui sépare le Royaume-Uni de la France : écrasées par la cargaison d'un camion ou broyées par l'essieu, électrocutées par les caténaires de l'Eurotunnel, percutées par un véhicule sur l'autoroute A16 ou noyées en essayant de franchir le Channel en bateau, en kayak ou tout simplement à la nage avec des bouteilles en plastique comme seules bouées de fortune. Mortes également du fait des conditions de vie inhumaines que leur réservent les gouvernements français successifs depuis plus de 25 ans.

« *Les CRS font de nos vies un enfer* » écrivaient des exilé·es érythréen·nes dans une lettre adressée au préfet du Pas-de-Calais le 16 novembre dernier [3]. « *Les CRS sont venus et ont gazé nos affaires et nous ont frappés comme si on était des animaux. Le lendemain matin ils nous attendaient et nous ont encore frappés. Même quand nous marchons ils ouvrent leur voiture et ils nous gazent, juste pour s'amuser* » détaillent ils et elles un peu plus loin dans le courrier.

Violences policières, harcèlement continu, humiliations, contrôles d'identité répétés, destructions de tentes, privation de duvets ou confiscation d'effets personnels, gazage de bidons de stockage d'eau sont le quotidien des personnes exilées présentes dans le Calaisis. Et cette réalité n'est pas nouvelle. Depuis des années, les exilé·es et leurs soutiens locaux dénoncent ce régime de violences généralisées. Des organisations internationales, telles que Human Rights Watch [4], font de même. Le Défenseur des Droits, à plusieurs reprises (notamment en 2012 [5], 2015 [6] et 2018 [7]), a dénoncé les politiques qui font de cet espace transfrontalier un « enfer » pour les exilé·es fuyant la guerre en Afghanistan ou en Syrie, la dictature en Érythrée ou les violences d'états autoritaires au Soudan ou en Éthiopie.

Mais rien ne change. La réponse des gouvernements, quelle que soit leur étiquette politique, qui se succèdent reste inchangée et le message officiel adressé aux exilé·es errant dans le Calaisis est toujours le même : « Disparaissez ! ». Et si les coups de matraques et les gazages ne suffisent pas,

les personnes migrantes comprendront d'elles mêmes qu'à Calais et dans la région, on risque sa peau.

Aucune de ces vies volées n'est un accident. C'est pourquoi il importe de compter et nommer les exilé·es mort·es à la frontière franco-britannique, et de refuser de réduire ces décès à des événements isolés et anonymes, pour les ranger ensuite dans la case des « faits divers ». Au contraire, recenser les étranger·es décédé·es dans cette zone frontalière montre que ces morts sont le résultat des politiques menées par des sous-préfets, des préfets et des ministres successifs, qui ont délibérément décidé de faire de cette frontière un « enfer ».

En 2016, le Gisti publiait un numéro de sa revue Plein Droit intitulé « *Homicides aux frontières* » dans lequel paraissait l'article « [Voir Calais et mourir](#) ». L'auteur, un ancien salarié de la Plateforme des Soutiens aux Migrant·e·s (PSM) basée à Calais, y décrivait ce travail d'enquête sur les mort·es à la frontière franco-britannique (qui permettait de dresser [une liste des victimes](#) et [une cartographie](#)) et montrait comment « *l'addition d'accords européens et de traités bilatéraux, destinés à empêcher les indésirables d'accéder au territoire britannique a fait de cette région un mur meurtrier* ».

Des liens récents entre militant·es français·es et activistes britanniques ont permis de travailler à la publication de cette enquête sur les personnes exilées mortes à la frontière franco-britannique pour un public anglophone. Fruit d'une collaboration entre l'Institute of Race Relations (IRR), le Tribunal Permanent des Peuples (TPP) de Londres et le Gisti, [le rapport « *Deadly Crossings and the Militarisation of Britain's Borders* »](#) a pour but de donner à voir, une fois encore, les conséquences des politiques migratoires menées par les gouvernements français et britanniques dans cet espace frontalier et d'outiller activistes et associations anglophones dans leur contestation sans relâche du régime meurtrier des frontières.

le 23 novembre 2020

→ **Rapport** « [Deadly crossings and the militarisation of Britain's borders](#) », nov 2020, Gisti / IRR / PPT

L'Institute of Race Relations (IRR) est une association antiraciste britannique. Elle produit des rapports de recherche et des analyses approfondies qui se fondent sur l'expérience des personnes victimes de racisme et de discriminations raciales afin de renfoncer les luttes antiracistes en Grande-Bretagne, en Europe et au-delà.

Le rapport *Deadly crossings* est publié sur le site de l'IRR, [ici](#)

Le groupe de Londres du Tribunal Permanent des Peuples (TPP) réunit des organisations engagées contre les violations des droits humains des migrants et des réfugiés. Il sensibilise l'opinion publique et défend une approche des politiques migratoires fondée sur les droits, afin de permettre aux migrants et aux réfugiés de faire valoir leurs intérêts face à l'État en leur offrant un espace d'action politique et sociale.

[1] <https://www.lavoixdunord.fr/895480/article/2020-11-19/percute-sur-l-autoroute-a16-hauteur-de-coquelles-un-homme-dans-un-etat-grave>

- [2] <https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/pas-calais/calais/coquelles-homme-20-ans-decede-apres-avoir-ete-percute-autoroute-a16-1896704.html>
- [3] <https://twitter.com/HumanRightsObs/status/1329526259135733768?s=20>
- [4] <https://www.hrw.org/fr/news/2015/01/20/france-les-migrants-et-les-demandeurs-dasile-victimes-de-violence-et-demunis>
- [5] https://www.gisti.org/IMG/pdf/jur_ddd_2012-11-13_mds_2011-113.pdf
- [6] https://juridique.defenseurdesdroits.fr/doc_num.php?explnum_id=16846
- [7] https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/rapport_calais-num-accessibilite-14.12.18.pdf

